



Ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports

**Direction de l'hospitalisation
et de l'organisation des soins**

Sous-direction des professions paramédicales
et des personnels hospitaliers
Bureau des ressources humaines
et de la vie au travail (P2)

Dossier suivi par Nathalie FOUQUET

Tél. : 01 40 56 75 19

Fax : 01 40 56 58 46

Mel. : nathalie.fouquet@sante.gouv.fr

La ministre de la santé, de la jeunesse et des sports

à

Mesdames et messieurs les directeurs d'agences
regionales de l'hospitalisation
-pour information-

Mesdames et messieurs les préfets de region
Directions regionales des affaires sanitaires et
sociales
-pour information-

Mesdames et messieurs les préfets de departement
Directions departementales des affaires sanitaires et
sociales
-pour mise en œuvre-

CIRCULAIRE N°DHOS/P2/2008/48 du 12 février 2008 fixant le coût horaire moyen dans la fonction publique hospitalière servant de base au calcul de la compensation financière dans le cadre de la mise en œuvre de la mutualisation des crédits d'heures syndicales.

Date d'application : immédiate

NOR : SJSH0830060C (texte non paru au journal officiel)

Classement thématique : Etablissements de santé - Personnel

Résumé : Coût horaire moyen dans la fonction publique hospitalière
Mots-clés :
Textes de référence :
<ul style="list-style-type: none"> • Décret n° 86-660 du 19 mars 1986 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique hospitalière • Arrêté du 28 novembre 2001 relatif aux modalités d'application de l'article 29-1 du décret n° 86-660 du 19 mars 1986
Circulaires de référence :
<ul style="list-style-type: none"> • Circulaire DHOS/P1/2001/476 du 5 octobre 2001 relative à la généralisation de la mutualisation des crédits d'heures syndicales aux établissements de moins de 500 agents de la fonction publique

hospitalière

Annexes :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la mutualisation des crédits d'heures syndicales prévue par l'article 29-1 du décret n° 86-660 du 19 mars 1986 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique hospitalière, « Les établissements dont les crédits d'heures reportés n'ont pas été utilisés en leur sein, versent une compensation financière à l'établissement de rattachement du ou des agents qui ont utilisé ces crédits d'heures. »

Les heures syndicales non utilisées dans les établissements de moins de 500 agents, mutualisées au niveau départemental fin 2006 et utilisées en 2007, donnent lieu au versement d'une compensation financière de la part des premiers aux établissements de rattachement des agents attributaires de ces crédits d'heures.

Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 28 novembre 2001 relatif aux modalités d'application de l'article 29-1 du décret du 19 mars 1986, la compensation financière est calculée sur la base d'un coût horaire moyen déterminé chaque année par le ministre chargé de la santé.

A la fin de l'année 2007, les établissements de rattachement des agents attributaires des crédits d'heures reportés ont indiqué à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales le nombre d'heures utilisées. Au vu de ces informations, la direction départementale des affaires sanitaires et sociales notifie à chaque établissement de moins de 500 agents dans lequel les crédits d'heures reportés avaient été décelés le montant de la compensation financière due.

Le coût horaire moyen dans la fonction publique hospitalière pour l'exercice **2007** est fixé à **16 euros**.

Les modalités de calcul de ce coût horaire moyen sont les mêmes que celles qui ont présidé au calcul du coût horaire moyen pour les exercices 2001 à 2006.

Pour la Ministre et par délégation
Par empêchement simultané
de la Directrice de l'hospitalisation
et de l'organisation des soins
et du chef de service
Le sous-Directeur des professions paramédicales
et des personnels hospitaliers

Guillaume de CHANLAIRE